



### Informations du Guatemala

2ème année - n° 68

du 13 au 19 avril 1984

#### POLITIQUE

- MEJIA cherche de l'aide militaire à Miami.
- Les chanceliers d'Amérique Centrale se réunissent à Miami.
- La chancellerie prend position face aux minage des ports nicaraguayens.
- Les intérêts du peuple sont absents du processus électoral.
- Contraintes pour faire participer les gens au processus électoral.
- Intimidation aux partis politiques.

#### ECONOMIE

- Traité bilatéral avec le Honduras est resté sans effet.

#### CONTRE-INSURRECTION

- Les patrouilles civiles font des menaces et des exactions.
- Des patrouilleurs civils "désertent".
- La guérilla n'attaque pas les patrouilles civiles.

#### INSURRECTION

- Actions de l'E.G.P. dans le Quiché.
- L'armée reconnaît 11 blessés dans deux accidents.
- Le commandant ABIMAEL : "Notre force c'est l'appui populaire".

#### DROITS DE L'HOMME

- La C.D.H.G. dépose une demande massive de présentation des personnes.
- Selon la C.D.H.G. l'exercice du droit est une cause de répression.
- Les demandes de présentation des personnes sont déclarés sans fondement.
- Les Etats-Unis choquent contre la question des droits de l'homme : Le Monde.
- Découverte d'un cimetière clandestin.
- En 30 jours 17 universitaires ont disparu.
- La campagne contre l'ambassadeur

- POLITIQUE -  
=====

MEJIA EST ALLE CHERCHER DE L'AIDE MILITAIRE A MIAMI.

Le général MEJIA VICTORES est allé solliciter auprès de fonctionnaires nord-américains une aide militaire et de la compréhension pour son gouvernement, durant son séjours de plusieurs jours aux Etats-Unis, a déclaré le chef de l'état lui-même, le 13 avril dans la capitale guatémaltèque, à son retour de Miami.

Bien que son voyage fut censé être un voyage "de repos", le général MEJIA a rencontré plusieurs membres du Congrès, des sénateurs et des membres du Conseil de Sécurité des Etats-Unis, dans le but d'obtenir la reprise de l'aide militaire qui rencontre des résistances dans ce pays à cause de la situation de viol des droits de l'homme qui prévaut au Guatemala.

L'aide militaire des Etats-Unis au Guatemala ne reprendra pas à court terme, a déclaré MEJIA, qui a aussi demandé aux fonctionnaires nord-américains "beaucoup de compréhension" pour son gouvernement.

LES CHANCELIERS CENTRO-AMERICAINS SE REUNISSENT A MIAMI.

Les chanceliers du Guatemala, du Salvador et de Costa-Rica se sont réunis récemment à Miami (Etats-Unis) où ils ont rencontré des fonctionnaires de ce pays --dont certains membres du Conseil de Sécurité-- et des membres du patronat centro-américain, a déclaré le 13 avril Roberto ALEJOS ARZU, chef d'entreprise guatémaltèque.

ALEJOS ARZU, lié à la communauté cubaine de Miami, a ajouté qu'au cours de plusieurs réunions des sujets de politique régionale ont été traités.

Ce même jour, le chancelier Guatémaltèque, Fernando ANDRADE, en donnant des informations sur sa participation au forum sur l'Amérique centrale --organisé par une fondation cubano-nord-américaine, a déclaré qu'il avait fait un exposé sur le "processus d'ouverture politique qui se déroule au Guatemala".

LA CHANCELLERIE PREND POSITION SUR LE MINAGE DES PORTS NICARAGUAYENS.

Le gouvernement du Guatemala "condamne d'où qu'il" vienne le minage des ports nicaraguayens parce qu'il "attente à la sécurité d'une nation et à la vie de ses habitants", a affirmé le 13 avril dernier le chancelier Fernando ANDRADE.

ANDRADE a écarté le fait que de telles actions puissent être promues par le gouvernement des Etats-Unis puisque --dit-il-- "les Etats-Unis ont intérêt à trouver une solution au problème de l'Amérique centrale par la voie politique et pacifique".

"Patrullaje Informativo", un bulletin d'informations radio local, a commenté : "Apparemment le chancelier ne lit pas les nouvelles car tout le monde, à part lui, sait que les Etats-Unis ont déposé les mines, à travers la CIA".

LES INTERETS DU PEUPLE SONT ABSENTS DU PROCESSUS ELECTORAL.

Rien ne changera pour le peuple à travers le processus électoral étant donné que les intérêts populaires ne sont représentés par aucun des partis politiques qui participent aux élections, a déclaré le 14 avril Acisclo VALLADARES MOLINA.

VALLADARES MOLINA, dirigeant du Parti Populiste, conservateur, qui a déjà été reconnu officiellement en tant que parti politique, a déclaré que les dirigeants se soucient fort peu des revendications sociales des classes défavorisées puisque celles-ci resteront dans une situation "identique ou pire".

"On note le désir de pouvoir des dirigeants politiques, le marchandage sur la Constituante et la voracité des dirigeants, mais rien d'autre" a souligné le dirigeant politique qui a également mis en relief l'absence de programmes de travail dans les partis politiques.

CONTRAINTES POUR FAIRE PARTICIPER LES GENS AU PROCESSUS ELECTORAL.

Les citoyens alphabétisés qui n'exerceront pas leur droit de vote lors des prochaines élections à l'Assemblée Nationale Constituante seront passibles d'une amende, a informé le 15 avril le Tribunal Electoral Suprême.

Cette mesure s'ajoute aux exactions, menaces et faits de violence qui ont été commis contre la population pour qu'elle s'inscrive sur les listes électorales --fait nécessaire pour pouvoir voter-- dénoncent des citoyens, des politiciens et des organisations syndicales et étudiantes à travers plusieurs moyens de communication.

Plusieurs personnes ont été arrêtées durant les dernières semaines pour ne s'être pas présentées dans les bureaux d'inscription, à partir des contrôles que font les forces de sécurité. Pour la même raison, certains travailleurs ont perdu leur travail et d'autres n'ont pas reçu leur salaire. On taxe ceux qui s'abstiennent de s'inscrire sur les listes d'opposants au régime militaire.

INTIMIDATION AUX PARTIS POLITIQUES.

Les forces de sécurité du gouvernement ont fait violemment irruption, le 15 avril, au siège du Parti conservateur Front d'Unité Nationale (F.U.N.) et ils ont emporté les listes des militants et des candidats à la députation.

David GIRON ORTIZ, dirigeant du F.U.N., a qualifié cette attaque comme un "acte d'intimidation".

/...

- ECONOMIE -  
=====

LE TRAITE BILATERAL AVEC LE HONDURAS EST RESTE SANS EFFET.

Les récentes négociations sur le libre échange entre le Guatemala et le Honduras ont échoué, a informé le 14 avril le vice-ministre de l'économie, Cesar SOTO RODAS.

SOTO RODAS a indiqué que le traité bilatéral est resté sans effet du fait que le gouvernement du Honduras s'est refusé à le prolonger à cause d'un déficit commercial de 25 millions de dollars auquel il doit faire face.

De leur côté, les grands industriels guatémaltèques ont affirmé que le Honduras a pratiqué une politique commerciale déloyale avec le Guatemala et que, depuis qu'il est sorti du Marché Commun centre-américain en 1969, il bénéficie, de façon unilatérale, des mécanismes et des institutions du traité général d'intégration économique centro-américaine.

- CONTRE-INSURRECTION -  
=====

LES PATROUILLES CIVILES FONT DES MENACES ET DES EXACTIONS.

Les chefs des patrouilles civiles effrayent la population par des abus, des menaces et des exactions illégales, ont dénoncé le 12 avril dans la capitale, des habitants de Rio Blanco, commune de Sacapulas, dans le département du Quiché (nord-ouest).

Les paysans ont assuré que ceux qui refusent de faire partie des patrouilles civiles sont mis sur des "listes noires" de personnes qui "peu à peu ont disparu les unes après les autres et dont on n'a plus jamais eu de nouvelles".

Les dirigeants des patrouilles, ont ajouté les déclarants, font du racket auprès des paysans "pour acheter des équipements à chaque patrouilleur" mais jamais ils n'ont reçu la moindre arme, et ceux qui refusent de donner de l'argent sont inclus dans les "listes noires" sus-mentionnées.

DES PATROUILLEURS CIVILS "DESERTENT".

Des centaines de patrouilleurs civils "désertent" dans la zone du sud-ouest du pays où l'armée réalise de grandes opérations de contre-insurrection, a admis le 18 avril le major Carlos DIAZ SOLIS, selon un article paru dans le journal mexicain Excelsior du 19 avril.

/...

DIAZ SOLIS, qui a été envoyé dans le département de Retalhuleu (sud-ouest) pour réorganiser les patrouilles, se référant aux causes des "désertions", a admis que les commandants des groupes en question "intimident et contraignent les patrouilleurs eux-mêmes ainsi que la population, y compris par des menaces de mort".

La création de patrouilles civiles a été commencée par l'armée en 1981 pour appuyer ses forces régulières dans des tâches de contre-insurrection. Selon des porte-paroles militaires, il existe actuellement environ 800.000 patrouilleurs dans tout le pays, à l'heure actuelle.

#### LA GUERILLA N'ATTAQUE PAS LES PATROUILLES CIVILES.

La guérilla n'attaque pas les patrouilles d'auto-défense civile, ont signalé le 12 avril deux des patrouilleurs qui ont été obligés par l'armée à poursuivre les forces de l'Organisation du Peuple en Armes dans les montagnes du département de Suchitepequez (sud-ouest), durant la seconde quinzaine de mars.

Les patrouilleurs, qui ont demandé à ne pas être identifiés, ont assuré que l'armée les avait envoyés à peu près sans défense pour poursuivre les insurgés, dans le cadre de la contre-offensive militaire qui s'est développée dans les communes de San Miguel Panam et Chicacao, dudit département, à environ 145 kilomètres de la capitale.

"La O.R.P.A. nous a fait parvenir un message dans lequel elle nous disait de ne pas avoir peur du tout parce qu'elle ne nous attaquerait pas et que nous devons dire à l'armée de n'être pas lâche et d'aller au combat" a assuré l'un des informateurs.

#### - INSURRECTION -

#### ACTIONS DE L'E.G.P. DANS LE QUICHE.

Selon plusieurs informations reçues le 13 avril L'Ejercito Guerrillero de los Pobres (E.G.P.) a causé 50 pertes parmi les troupes gouvernementales lors de plusieurs chocs armés entre le 2 et le 12 avril.

Un communiqué de guerre de l'E.G.P., daté du 10 avril, a informé que les 2 et 4 avril ses forces ont affronté l'armée par trois fois dans la commune de Nebaj, dans le département du Quiche (nord-ouest) ; les troupes officielles ont enregistré 30 pertes.

D'autre part, 8 militaires ont été tués et 12 autres blessés lors d'une embuscade réalisée le 12 dans la commune de Uspatan, dans le même département, a admis un communiqué de l'armée rendu public le 13 avril dernier.

Dans la commune de Uspatan, d'autre part, les rebelles ont creusé des tranchées et mis des arbres en travers de la route principale, durant la troisième semaine du mois d'avril.

Depuis plusieurs semaines l'armée réalise des opérations de contre-insurrection dans cette zone.

L'ARMÉE RECONNAIT 11 BLESSES LORS DE DEUX ACCIDENTS.

L'Institut militaire Adolfo V. Hall, de la ville de Guatemala, centre d'éducation militaire, fut attaqué le 15 avril par des commandos insurgés, d'après un rapport des relations publiques de l'armée qui ne fait état d'aucune pertes ni d'aucun dommage.

La version officielle signale que, durant la poursuite des attaquants, une patrouille militaire a eu un accident, provoquant 5 blessés, tandis que les attaquants s'échappaient.

D'un autre côté, 6 militaires ont été blessés le 14 avril près de la Finca Clarita, dans le département de San Marcos (ouest), alors que --selon la version officielle-- le camion qui les transportait est tombé dans un précipice, à la suite d'ennuis mécaniques.

Des sources journalistiques ont indiqué la possibilité que le fait ait été provoqué par les insurgés car, dans la zone, où opère l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) on a enregistré plusieurs affrontements et d'autres actions de rébellion durant les dernières semaines.

LE COMMANDANT ABIMAEL : "NOTRE FORCE C'EST L'APPUI POPULAIRE".

La lutte armée clandestine et l'appui populaire constituent la force de l'insurrection au Guatemala, a déclaré le commandant ABIMAEL, responsable du Front Urbain de l'organisation du Peuple en Armes (ORPA), lors d'un entretien publié dans le journal mexicain Excelsior, le 13 avril.

Selon les statistiques de l'ORPA, recueilli par la revue en question, entre janvier 1983 et janvier 1984, ses contingents urbains ont réalisé 14 embuscades et 22 attaques contre les forces armées et la police ; ils ont ainsi causé 353 pertes et ont, en outre, provoqué de sérieux dommages à des installations militaires et la destruction de plusieurs véhicules des corps de sécurité.

Le commandant ABIMAEL a souligné que les opérations de l'ORPA sont dirigés contre des objectifs militaires et que son organisation fait "très attention de ne pas nuire ni affecter la population civile".

- DROITS DE L'HOMME -

LA C.D.H.G. DÉPOSE UNE DEMANDE MASSIVE DE PRESENTATION DES PERSONNES.

Un recours de présentation des personnes en faveur de 157 disparus ou séquestrés a été présenté le 11 avril par la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (C.D.H.G.) auprès de la Cour Suprême de Justice. Ce recours a été fait contre l'armée et la police du pays.

Le recours présenté par la C.D.H.G. est basé sur des dénonciations faites auprès de cet organisme humanitaire par des familles de détenus/disparus qui attribuent aux forces de sécurité du gouvernement les faits en question.

De nombreuses personnes ont sollicité de l'organisme judiciaire l'inclusion de plusieurs centaines de disparus sur la liste présentée par la CDHG.

SELON LA C.D.H.G. L'EXERCICE DU DROIT EST UNE CAUSE DE REPRESSION.

Exiger le respect des droits de l'homme au Guatemala c'est s'exposer à la répression, a affirmé la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (C.D.H.G.), le 12 avril.

La C.D.H.G., qui travaille au Guatemala de manière secrète et a son siège légal à Mexico, a répondu ainsi à Ramon ZELADA CARRILLO, secrétaire de presse du chef de l'état, qui avait invité ledit organisme humanitaire à travailler dans le pays de façon ouverte.

La C.D.H.G. a ajouté qu'elle est disposée à réaliser son travail au grand jour au Guatemala "si le gouvernement donne des preuves de son intention de respecter les droits de l'homme".

Comme garantie la Commission demande au gouvernement de donner des éclaircissements sur la situation de plus de 35.000 personnes qui ont disparu et qui avaient été détenues par les forces de sécurité du gouvernement durant les dernières 18 années.

La C.D.H.G. a encore ajouté que ceci implique le jugement pénal, en conformité avec les lois en vigueur, de ceux qui sont responsables pour la séquestration, la détention illégale ou l'assassinat des disparus du pays.

LES DEMANDES DE PRESENTATION DES PERSONNES SONT DECLAREES SANS FONDEMENT.

La Cour Suprême de Justice a déclaré sans fondement les recours de présentation des personnes posés par la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala, a-t-on su de source officielle le 17 avril.

/...

des détenus

Les voisins et les familles/et des séquestrés ont dénoncé le fait que les juges ne se sont pas présentés personnellement dans les prisons publiques et qu'ils n'ont fait aucune recherche pour localiser des prisons clandestines dans des bases militaires ou des maisons particulières, alors que ces faits ont été dénoncé par des organismes humanitaires internationaux et nationaux.

En fait, il a été reporté par des observateurs que le seul procédé qui ait été employé fut que, depuis l'extérieur des prisons, les policiers criaient les noms des personnes qui devaient comparaître personnellement ; si l'intéressé ne répondait pas à l'appel, le recours était déclaré sans fondement.

ON TROUVE UN CIMETIERE CLANDESTIN.

Un cimetière clandestin a été découvert le 12 avril dans le village de El Pumpo, dans la commune de Taxisco, département de Santo Rosa (sud-est).

Dans un rayon de 10 mètres ont été trouvés sept squelettes humains qu'il a été impossible d'identifier.

Les autorités locales ont ordonné que les restes humains soient enterrés à l'endroit même de leur découverte et elles n'ont pas écarté la possibilité que l'on découvre d'autres cadavres dans la même zone.

LES ETATS-UNIS CHOQUENT CONTRE QUESTION DES DROITS DE L'HOMME : LE MONDE.

Les Etats-Unis maintiennent au Guatemala un simple chargé d'affaires timide et discret, symbole de l'impuissance face à la brutalité, signale Marcel NIEDERGANG, envoyé spécial du journal français Le Monde en Amérique Centrale, dans un reportage publié par ce journal le 16 avril.

NIEDERGANG souligne que les violations des droits de l'homme par les armées du Salvador et du Guatemala constituent une source de tensions permanentes entre les Etats-Unis et les gouvernements desdits pays.

Les Etats-Unis disposent du pouvoir politique et militaire, mais ses représentants choquent contre la terrible question des droits de l'homme dit l'envoyé du Monde qui ajoute qu'au Guatemala on trouve chaque jour une dizaine de cadavres, parfois torturés et défigurés et que la presse est plus discrète que de coutume.

EN 30 JOURS 17 UNIVERSITAIRES ONT DISPARU.

L'assassinat, l'enlèvement ou la disparition "d'au moins 17 universitaires" durant les 30 derniers jours au Guatemala a été dénoncé le 12 avril au Costa-Rica par des professeurs et des étudiants de l'Université nationale.

Dans le document émis dans la capitale du Costa-Rica, les déclarants ont imputé la responsabilité de ces faits "aux autorités guatémaltèques, en particulier aux forces armées et de sécurité".

LA CAMPAGNE CONTINUE CONTRE L'AMBASSADEUR DU GUATEMALA EN ITALIE.

Les conseillers du premier ministre italien, Betino CRAXI, examinent un volumineux rapport dans lequel on accuse de génocide l'ambassadeur guatémaltèque dans ce pays, le général Hector Mario LOPEZ FUENTES, a fait savoir le 17 avril, à Rome, le Comité italien de solidarité avec le peuple du Guatemala.

Entretemps, le gouvernement militaire, par le décret n° 11, a nommé LOPEZ FUENTES ambassadeur en Autriche, mandat qu'il exercera simultanément avec celui d'ambassadeur en Italie.

Le Comité italien de Solidarité avec le peuple du Guatemala, uni à la Ligue Internationale pour les Droits de l'homme et la libération des peuples, ont depuis plusieurs semaines formulé des accusations contre l'ambassadeur guatémaltèque.

L'organisme de solidarité accuse l'ambassadeur d'être responsable de plusieurs milliers d'assassinats effectués par l'armée guatémaltèque durant les trois derniers gouvernements militaires, durant lesquels LOPEZ FUENTES a occupé des postes importants dans les forces armées.